

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR L’INGÉNIERIE DU RISQUE À ORAN

Un groupement d’intérêt public pour garantir une meilleure sécurité

«L’ingénierie du risque : défense en profondeur et résilience» est le thème qui a été choisi pour enclencher le débat autour de la problématique du risque en Algérie avec, en appui, les expériences des autres pays européens.

C’est à l’initiative de l’université d’Oran, en collaboration avec l’activité Aval, placée sous le haut patronage du ministre de l’Energie et des Mines, que ce séminaire international est organisé les 24 et 25 janvier 2009 au niveau de l’auditorium du siège de l’activité Aval d’Oran.

Lors de son intervention, le professeur A. Belkhatir mettra en avant le rôle que devra jouer le réseau El Makhatir du groupement d’intérêt public. Dans un document contenant la charte de ce projet, l’idée que les différentes crises et catastrophes soient une fatalité y est largement dépassée : «Naguère vécues comme une fatalité, les crises et les catastrophes, qu’elles soient naturelles, technologiques ou anthropiques, sont de plus en plus inacceptables par l’ensemble de la société algérienne. Il y a un avant et un après-crise. Comment la contenir ? Comment assurer le retour à la stabilité mais aussi et surtout comment la prévenir ? Le couple «prévention-crise» engage nécessairement une problématique renouvelée de gestion globale des

risques. » Dès lors, un réseau de partenaires scientifiques et universitaires, institutionnels et professionnels rassemblés autour du noyau composé de l’université d’Oran et de son école doctorale «sciences des risques et environnement» de l’ENSET, des ministères de l’Intérieur, de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l’Energie, de l’Entreprise nationale Sonatrach, du conseil national des assurances, a décidé de créer un

groupement d’intérêt public à caractère scientifique, d’études, de recherche, d’expertise, de conseils et de formation «pour, nous dit-on, amplifier et traduire la volonté des pouvoirs publics à s’engager résolument dans la lutte contre les dangers pour garantir la sécurité civile, collective, coopérative, sociétale et humaine à l’ensemble de la société algérienne et du territoire national, fondée sur la défense globale systémique et ses différentes composantes : la défense civile, la défense économique».Les différentes communications qui ont été présentées lors de la première

thèmes : «Les convergences internationales et de la coopération scientifique», et «La gestion de l’incertitude et la connaissance en profondeur des politiques publiques de régulation...».

Ce séminaire s’est assigné plusieurs objectifs qui s’articulent autour de «l’anticipation et de l’organisation de la résistance et de la défense en profondeur, de l’assurance de la continuité des fonctions vitales en mode de crise, mais aussi de la restauration de la stabilité des systèmes en sortie de crise en passant par une culture et une gestion anticipée et rigoureuse des risques».

Amel B.

TRANSFERT DES SANS-DOMICILE-FIXE

13 personnes évacuées à Diar Rahma dont un nourrisson de 6 mois

Dans le cadre des opérations d’évacuation de personnes sans domicile fixe, la Protection civile, en collaboration avec les éléments de la police, ont procédé ces trois derniers jours au transfert de 13 individus au centre de Diar Rahma de Mesreghine.

Parmi les personnes touchées par cette mesure figurent 2 personnes de sexe féminin âgées de 30 et 42 ans, les 9 autres de sexe masculin âgées de 14 à 65 ans, ainsi qu’un nourissant de 6 mois. L’on saura également

de sources sûres que le corps sans vie d’un nouveau-né a été découvert ce mercredi dans une décharge au quartier El-Derb, à Oran.

La dépouille frêle de la victime, de sexe masculin, a été acheminée par les éléments de la Protection civile vers la morgue du CHUO. Une enquête a été ouverte par la police pour déterminer les tenants et les aboutissants de ce drame.

Ben Aziz

EMPLOI À ANNABA

Le désarroi des jeunes sous contrat pré-emploi

Pour cause de fin de contrat établi en 2007 dans le cadre de l’ancien dispositif mis en place par le ministère des Affaires sociales et de la Famille, un millier de jeunes sous contrat pré-emploi (CPE) universitaires et techniciens supérieurs seront mis au chômage dans la wilaya de Annaba.

C’est ce que rapportent plusieurs bénéficiaires concernés par la mesure de fin de contrat qui leur a été signifiée par la structure concernée.

L’information, qui a circulé comme une traînée de poudre, a mis en émoi l’opinion juvénile locale. Des centaines de ces jeunes occupant des postes de travail CPE et appréhendant le chômage de longue durée se sont rués sur l’administration de wilaya pour s’inquiéter de leur avenir.

D’autant que, se basant sur une des dispositions de l’ancien dispositif, ils espéraient une confirmation à leur poste à l’issue de deux années d’occupation.

Bien que déçus de n’avoir pas pu en bénéficier, leurs démarches visent à sensibiliser les responsables locaux sur la nécessité de leur inscription dans le nouveau Programme d’aide à l’insertion des diplômés (PAID). Initié en 2008, le

PAID a imposé le transfert des anciens dossiers des services du ministère du Travail vers le département de Djamel Ould Abbas. «Qu’allons-nous devenir avec l’expiration de notre contrat qui nous a permis d’espérer une insertion permanente dans le monde du travail ? Nous avons réussi à acquérir une expérience professionnelle qui risque d’être inutile compte tenu de la rupture unilatérale de la relation de travail.

Ne serait-il pas judicieux de nous intégrer dans le nouveau dispositif pour bénéficier du PAID?» se sont interrogés les bénéficiaires de l’ancien dispositif. A la Direction de l’action sociale de la wilaya de Annaba, l’on estime que les dispositions du CPE sont claires.

Ce qu’explique M<sup>me</sup> Mayouche, directrice de cette structure : «Un contrat de travail pour une période d’une année renouvelable une seule fois avait été effectivement établi dans le cadre du dispositif de l’insertion sociale. A l’issue de la période prévue, le jeune bénéficiaire a toute latitude de se rapprocher de l’Agence nationale de l’emploi pour prétendre au bénéfice du Contrat d’insertion des diplômés (CDI) destiné aux universitaires et techniciens supérieurs en charge

du ministère du Travail.» Cet organisme est aujourd’hui submergé par le nombre de demandeurs souhaitant bénéficier de ce dispositif. On en a comptabilisé à ce jour plus de 13 000 demandes. Finalement, à la demande d’une délégation de représentants de ces jeunes concernés par la mesure de fin de contrat, les services de la wilaya ont programmé une audience dans le courant de la semaine.

Ces derniers souhaitent que leur démarche ne soit pas vaine et que les autorités localespuissent trouver une issue à leur calvaire. Confiants en le CPE dont ils avaient bénéficié et de l’opportunité de travail qu’implique l’expérience acquise dans ce cadre, certains d’entre eux ont contracté mariage. D’autres affirment que la maigre indemnité versée par la DAS constitue la seule ressource pour leur famille. Tous fondent de grands espoirs sur leur contact avec les autorités locales pour une prise en charge de leur doléance. L’appréhension de ces jeunes quant à être mis au chômage pour une longue durée est justifiée par l’absence totale d’opportunités de travail actuellement sur le marché local de l’emploi.

Ali Bouacha

POUR RETARD DE PAIEMENT DES SALAIRES À GUELMA

Les enseignants décident de durcir le ton

La grève de deux jours observée par des professeurs de l’enseignement secondaire a été largement suivie au niveau des différents établissements de la wilaya de Guelma.

Ces derniers sont décidés à aller jusqu’au bout de leur mouvement de protestation, pour la régularisation des salaires impayés, la prime de scolarité de leurs enfants et celle de rendement. Ils comptent durcir le ton et reconduire le mouvement de grève si le paiement des salaires n’est pas régularisé immédiatement.

Cette grève consiste à boycotter les cours, sans qu’il y ait eu réaction de la part de la Direction de l’éducation de la wilaya, qui continue à ignorer le mouvement dans la majorité des lycées de la wilaya et les revendications des enseignants.

Ne dépassant rarement la première quinzaine du mois, les salaires des enseignants demeuraient impayés jusqu’à jeudi dernier. «On avait l’habitude de recevoir la paie au plus tard le 12 du mois, et même s’il y avait un retard, il n’a jamais dépassé trois ou quatre

jours. Aujourd’hui, on est le 24 janvier et on ne voit rien venir», nous dira Mounir, un jeune enseignant.

Malgré toutes les actions menées par les divers syndicats du secteur de l’éducation nationale, les enseignants sont, semble-t-il, toujours confrontés au sempiternel problème des retards dans le règlement de leurs salaires à temps. «Tous les travailleurs de l’éducation de la wilaya de Guelma sont dans la même situation, mais les enseignants sont les plus lésés, car ils sont appelés à effectuer souvent

des heures supplémentaires sans pouvoir bénéficier, comme c’est le cas dans d’autres secteurs relevant de la Fonction publique, de journées de récupération.

A ce titre, nous ne demandons pas la lune, nous voulons juste être payés dans des délais raisonnables», ajoute le jeune Mounir. Certains enseignants affirment, par ailleurs, qu’ils sont dans l’attente de la régularisation de leur situation depuis le 12 janvier dernier.

B. A.

AÏN-TÉMOUCHENT  
90 kg de kif rejetés par la mer à Béni-Saf

La vigilance des patrouilles de gendarmes qui sillonnent le littoral témouchentois a permis de découvrir plusieurs colis de kif traité rejetés par la mer vers les plages de la wilaya. Après cette découverte à Sbiat et Bouzedjar la semaine écoulée, cette fin de semaine les éléments de la Gendarmerie nationale de Béni-Saf ont découvert sur la plage d’El-Ouardania un colis contenant 300 plaquettes de kif, soit 30 kg de drogue. Mardi dernier, un autre colis d’une quantité de 30 kg de kif a été découvert à la plage de Madrid (Béni-Saf) et le même jour un autre de 30 kg a été trouvé sur la plage de Boukhabour.

En tout, près d’un quintal de drogue découvert en 24 heures dans la même ville de Béni-Saf, ce qui laisse penser que ces trafiquants ont peut-être pu se débarrasser de cette drogue à la vue des gardes côtes en plein mer, ou peut-être qu’ils (trafiquants) ont procédé par voie maritime en dissimulant les lourds ballots de kif au fond de la mer et vu les conditions météorologiques actuelles d’une mer agitée, ces colis sont remontés à la surface et les vagues les ont évacués vers les plages. Beaucoup de questionnements auxquelles les gendarmes qui ont ouvert une enquête pourront peut-être trouver des réponses. Une chose est sûre, ces découvertes illustrent que les trafiquants ont choisi la voie maritime pour écouler leur poison après que la voie terrestre ne leur réussit plus.

S. B.

UNE ÉTUDIANTE  
AGRESSÉE  
PAR UN AGENT  
DE SÉCURITÉ  
À SIDI-BEL-ABBÈS  
Le mis en cause devant le procureur

Dans deux communiqués respectifs rendus publics dans la journée de samedi dernier, l’UNEA (Union nationale des étudiants algériens) et l’UNJA (Union nationale de la jeunesse algérienne) dénoncent un acte qu’elles qualifient de gravissime et inédit. Selon ces dernières, une étudiante de l’université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès aurait intercepté des agents de sécurité en train de subtiliser des prévisions (denrées alimentaires et viandes) de la cité 2000-lits et leur aurait fait des remontrances qui n’étaient pas du goût de ces derniers puisque l’un d’eux l’aurait insultée avant de l’agresser physiquement.

La victime violentée a déposé une plainte et l’accusé a été arrêté et déferé devant le procureur de la République dans la journée de samedi dernier.

A. M.